

GRAND DEBAT AIGNAN – 4 FEVRIER 2019

COMPTE RENDU DES ECHANGES AVEC LES CITOYENS

Thème 1 : l'organisation de l'Etat et des Services Publics

1. On cherche à faire des économies au niveau des SP. On a en France 36000 communes, pratiquement 10 fois plus que nos voisins. Pourquoi ne pas favoriser la fusion de communes, surtout quand elles sont petites ? On aurait tout à y gagner, notamment financièrement et sur le plan des activités.
2. Je suis embêté avec la communauté de communes. Si j'ai bien compris, il y a eu des discussions entre les maires, j'ai entendu qu'il y avait eu une enquête publique, or nous n'avons pas les informations, nous habitants. Nous n'avons pas d'informations par mail par exemple, qui permettrait un meilleur lien quotidien. Comment organiser collectivement notre vue sur nos communes ? C'est ici qu'on vit, comment impliquez-vous les citoyens dans la vie quotidienne ? Car j'ai des propositions à faire.
3. L'exercice de la démocratie dans nos intercommunalités n'est pas facile. La loi sur l'accessibilité des lieux publics imposée dans les petites communes a été brutale : la bienveillance des uns et des autres suffisait sur nos territoires. En 2013, on nous a imposé la fusion pour grossir nos EPCI. Le résultat, c'est que les communes et même les collectivités ont été des exécutantes de mesures plus que les actrices.
4. La France manque de main d'œuvre. Je propose que les enfants à l'école primaire refassent un peu de travail manuel, couture, bricolage, ... cela permettrait à des enfants qui seraient moins à l'aise avec l'enseignement scolaire stricto sensu de s'épanouir sur des activités manuelles qui pourraient leur convenir.
5. En ce qui concerne le millefeuille des communes, ECPI, etc., c'est la question de la représentativité. Moi je vote pour un maire, qui m'a présenté un programme. La commune a perdu plein de compétences au profit de l'EPCI. Sur toutes ces compétences, par exemple les écoles, le maire pour lequel j'ai voté a une vision, mais il ne sera pas décideur sur ces sujets. L'essence même d'une commune, sur des sujets importants, école, habitat, économie, ... Le Maire n'est plus décideur sur ces sujets, alors que c'est lui qui a obtenu la légitimité de ses habitants, des votes. Cela pose une question de représentativité.
6. Il faut savoir que 51% du budget appartient à l'EPCI, et que 49% reste aux communes. Il y a un équilibre. Mais des compétences sont parties de manière obligatoire aux EPCI, sans volonté des élus mais par la loi (GEMAPI, économie, ...). D'autres sont le choix des élus (scolaire, voirie, ...). Il n'y a pas un dépouillement intégral, mais il est vrai que des sujets sont partis aux EPCI. Faut-il avoir des élus directs aux EPCI ? Certes on vote pour un programme, mais l'inconvénient c'est que l'on politise ces mandats, on politiserait nos EPCI en obligeant les élus à avoir une étiquette. Mais il est vrai qu'il manque de pédagogie, de transparence, il y a encore du progrès à faire là-dessus.
7. Rien n'empêche le citoyen que nous sommes d'assister aux réunions de nos conseils municipaux et communautaires. Il faut peut-être aussi qu'on arrête un peu d'être assisté et qu'on prenne le taureau par les cornes en assistant à ces réunions.
8. Je veux comparer avec les Pays-Bas : les jeunes peuvent à partir de 14 ans travailler 4h par semaine. Cela permet aux jeunes de comprendre ce que c'est que de gagner de l'argent, cela motive les jeunes à entrer dans la vie active. On a besoin que nos jeunes s'impliquent.

9. Il n'y a aucun jeune de moins de 30 ans dans la salle : on a l'impression que les jeunes en ont ras-le-bol de la classe politique, ne s'intéressent pas. C'est une question qu'on retrouve aussi dans la vie associative.
10. Les associations, tissu social important, n'est pas valorisé par nos élus. On n'implique pas nos associations dans les décisions communales ou intercommunales. Pourtant ce sont des citoyens qui s'engagent, sur des sujets d'intérêt général.
11. Les jeunes sont incités à participer à beaucoup de mouvements, mais ils ne sentent pas entendus, pas écoutés, pas pris au sérieux, par le gouvernement ni par les départements, régions, ... On est, nous les jeunes, en demande de s'investir, de se poser des questions, de réfléchir à nos pratiques. Par exemple nous nous sommes mobilisés dans un challenge « Mois sans supermarché ». Au niveau des services publics, notamment la santé : dans nos communes, la santé n'existe quasiment plus. On a un délai énorme pour avoir un RDV, on est obligé d'aller aux urgences. Nous devons essayer de trouver des solutions à notre échelle.
12. L'accès aux soins est ici vraiment quelque chose de difficile. Si on revient sur le millefeuille, à quoi il sert ? A part à couter de l'argent au citoyen. Est-ce que vous croyez qu'il est logique d'avoir des urgences constamment débordées alors qu'on pourrait instaurer une vraie médecine de ville ? On a tous payé avec nos impôts les études des médecins, et ils ont un devoir de nous soigner qu'on soit au fin fond de la campagne ou en ville. C'est anormal, et c'est ressenti par beaucoup de ruraux.
13. Réponse d'un médecin : certains osent s'installer en milieu rural. Le problème est ailleurs : à partir du 1^{er} avril, l'ARS a décidé de fusionner les secteurs des gardes. Aujourd'hui, il y a un secteur départemental, moi je suis sur le secteur Riscle-Nogaro. Il y a déjà quelques années, l'ARS a déjà supprimé les gardes de nuit profonde, sous réserve de l'instauration d'une antenne SMUR à Aire. Les médecins sont de gardes jusqu'à minuit puis à partir de 8h. à partir du 1^{er} avril, sur l'ensemble du département les secteurs seront fusionnés. Il y aura 5 médecins de garde sur le département en fixe, et 3 « volants » : imaginez les distances à parcourir pour ces médecins, les délais d'intervention ? Je conçois qu'il y ait une certaine colère vis-à-vis des médecins, même si ceux-ci se financent quand même une bonne partie de leurs études. Les médecins sont drivés par les obligations de l'ARS, et notamment de ces secteurs de garde, qui conditionnent notre travail. Le service de garde aujourd'hui est relativement efficace, mais vous ne le savez pas toujours.
14. Un usager des services de santé : il est utile que nos hommes politiques réfléchissent au fonctionnement des urgences. J'ai dû aller souvent aux urgences en peu de temps : l'accueil qui m'a été réservé m'a fait peur, pas les soins. Les infirmières qui m'ont pris en charge ont réglé d'elles-mêmes mon problème, et il faudrait leur donner plus de poids : plus de rémunération, plus de prérogatives, car elles sont compétentes et permettraient de désengorger les urgences.
15. Il y a un nombre considérable de gens qui ne savent pas se servir d'un ordinateur, qui n'en ont pas. Or toutes les démarches s'y font désormais : impôt, banque, ... Dans notre milieu rural où nous sommes 20 au km², nos jeunes sont partis, et partiront encore. Il y a un travail considérable à faire de la part de toutes les collectivités locales et nationales, car on fait tout pour faire fuir les gens vers les zones urbaines. Les jeunes ne peuvent pas travailler ici, on n'a rien fait pour eux dans nos milieux ruraux, on n'a jamais mis d'infrastructures modernes. Et à coté de cela, les villes saturent, il n'y a pas de travail et de la délinquance. Pourquoi ne pas s'associer plutôt que de casser ? Pourquoi ne pas construire ensemble plutôt que d'empêcher les gens de vivre et de travailler ? Je suis assez pessimiste.
16. Nos territoires se sont vidés faute de travail. Est-ce qu'on ne pourrait pas organiser un grenelle du télétravail ? Car c'est une chance énorme pour nos territoires. Il y a de plus en

plus de possibilité dans le Gers, notamment pour les travailleurs européens qui peuvent venir s'installer dans nos territoires.

17. Pour les gens qui ont des problèmes pour l'informatique, il y a à La Poste un service d'accompagnement, mais la personne est en arrêt maladie et pas remplacée.
18. Par rapport aux jeunes qui partent, moi je viens de Lyon, j'ai financé mes études. J'ai un bac+3, j'ai bougé partout en France, mais on m'a dit que j'étais trop diplômée. On m'a parlé du service civique, et j'ai atterri à la Tour-de-Termes qui proposait au sein de l'association un service civique. On en recrute 3 par an, je suis moi-même embauchée suite à un service civique. Lorsque les contrats aidés ont été supprimés, cela a fait beaucoup de mal aux associations, du jour au lendemain. On tente de faire des choses dans les zones rurales, mais on n'est pas aidés par le gouvernement qui supprime des dispositifs qui nous aident pourtant.
19. Sur les services publics : on se rend compte qu'il y avait beaucoup de services qui se chevauchaient entre le département et la région. Dans les directions, il y avait des transferts brutaux, sans que les usagers soient au courant. Il y a un manque de lisibilité, c'est un véritable dédale pour faire le moindre dossier, la moindre démarche, et je comprends que les gens soient perdus.

Thème 2 : démocratie et citoyenneté

1. Par rapport à l'immigration : je suis une migrante, mais j'ai choisi notre territoire car je le trouvais formidable. Mes 4 enfants sont nés dans le Gers. A 18 ans ils ont dû passer devant le TGI pour devenir français et ont obtenu le droit de vote. Moi je ne l'ai pas, alors que je suis ici depuis 1975. On paie des impôts et des taxes, pourquoi n'avons-nous pas le droit de voter ?
2. En Belgique, le vote est obligatoire. En France, les ressortissants européens ne peuvent pas voter pour toutes les élections, présidentielles par exemple, alors qu'on est citoyen.
3. Il faudrait reconnaître le vote blanc, ce qui pourrait permettre de refaire les élections jusqu'à ce qu'on atteigne un niveau de légitimité acceptable.
4. Il y a une désaffection pour la vie politique. Les gens n'ont pas envie de voter. Nos élus devraient se poser des questions. La réponse, c'est que quand les citoyens expriment des idées, les politiques n'en tiennent pas compte. Il y a une exaspération des gens, une opposition entre les classes sociales instaurée par le pouvoir en place, qui est abjecte. Macron a commencé son quinquennat en prenant des mesures impopulaires et n'a eu de cesse de dresser les classes sociales les unes contre les autres. Il est normal qu'il soit qualifié de président des riches. Je pense que le vote de 2005 a été dramatique puisqu'il a enlevé cette possibilité d'écoute.
5. Il y a trop d'argent réparti dans le milieu politique, sans passer par les citoyens. Quand j'ai vu un Monsieur Copé a qui on donnait des enveloppes de 20 000€ en espèce, alors que moi je gagnais 1150€/mois... Ces gens sont déphasés, un peu plus de décence et d'humilité leur ferait du bien. On n'a pas vraiment le choix d'élire celui qu'on veut, on fait avec ce que l'on a. C'est une élite, qui a le pouvoir de l'argent, qui décide pour nous. Nous ne sommes là que pour payer des impôts.
6. Il était temps que les gens s'indignent, il faut que cela change sinon il va y avoir une immense fracture sociale. Le fait de vouloir plus de pouvoir d'achat, cela veut dire plus d'argent : qu'est-ce qu'on en fait ? Quand on va sur les ronds-points, on discute et on voit que les gens GJ ont quand même des moyens, et revendiquent des droits mais sans les devoirs. On a été habitué à acheter des choses pas chères, donc on estime que c'est un droit. Moi je considère que mon achat est un pouvoir : je peux acheter en fonction de mes valeurs : acheter local, bio, etc. Revendiquer d'avoir plus d'argent, soit, mais encore faut-il l'utiliser à bon escient.

Sur la planète, il y a 25 milliardaires qui possèdent la richesse de tout le reste de la planète. De plus des gens politisés ont récupéré les revendications sans apporter de solutions.

7. A l'époque du service militaire, on expliquait les institutions, leur fonctionnement. Aujourd'hui, je ne suis pas sûr que ne serait-ce que 10% des jeunes savent comment fonctionnent nos institutions.
8. Je rajouterai qu'il manque de formation en économie. Jusqu'au Bac, à part les ES, les jeunes n'ont aucune notion d'économie (macro ou micro), alors que cela éclairerait bien des débats. Or cela permettrait d'améliorer la compréhension de bien des choses.
9. Ancienne directrice de maison de retraite, qui revient sur la vie associative : la maison de retraite de Termes accueille aujourd'hui 25 personnes et est tenue par une association (alors qu'elle avait été menacée de fermeture). Il y a un vrai problème d'isolement des personnes âgées qui est tout de même bien compensé par justement des structures associatives, comme les associations des visiteurs de malade. Pour les jeunes aussi, il y a beaucoup d'association qui s'en occupent, où s'apprend le civisme (cf. associations sportives). Il y a de belles choses, de la solidarité sur nos territoires, même si ce tissu est fragile et parfois difficile à régénérer.
10. JRC : je voudrais revenir sur ce désamour évident entre les français et le politique. Vous avez dit à juste titre, à quoi bon voter pour des gens qui font le contraire de ce qu'ils ont promis. Cette majorité a pris le contrepied, et fait ce qu'elle a promis : on le lui reproche. Deuxièmement, la première loi que nous avons votée, contrairement à ce que nous pouvons entendre, c'est celle de moralisation de la vie politique (arrêt des emplois familiaux, de la retraite des parlementaires, de la réserve, etc.) et pourtant il y a toujours cette suspicion. Cela m'intéresse d'avoir votre ressenti. Il y a eu un important renouvellement : autant d'hommes que de femmes, un rajeunissement considérable, et une majorité qui venait de la société civile. Et pourtant, vous témoignez de ce désamour : cela m'intéresse de le comprendre.
11. J'ai 35 ans, et je réagis à votre propos sur la moralisation de la vie politique. Le comportement de Castaner et du PR me fait peur. Ensuite, vous dites que ceux qui ont été élus ont certes fait ce qu'ils ont dit, mais pas tout : ils ont appâté le chaland, vite fait passer l'ISF, mais on attend le reste.
12. Quand on voit l'affaire Fillon, l'affaire Cahuzac, Benalla, ... il ne faut pas s'étonner. Il y a une suspicion grandissante quant à cette affaire, nous pensons sûrement tous que le Président a nécessairement dû cautionner ce M. Benalla. C'est vrai que vous faites ce que vous dites, vous êtes légitimes dans votre élection. Mais je regrette une chose, c'est que nos corps intermédiaires n'existent plus, du fait de ce couplage législatives/présidentielles : on donne un blanc-seing pour 5 ans.
13. Raymond Vall : je voudrais revenir sur le rapport entre le citoyen et le politique. Il faut faire la part des choses entre les élus de terrains, et ceux qui accèdent aux plus hautes fonctions. Moi c'est quelque chose qui me fait mal, j'étais comme la plupart d'entre vous, citoyen, salarié. J'ai voulu m'investir pour ma commune et j'y suis allé. Cette contestation, que je comprends très bien, car des sujets de fond d'injustice existent. On en fait plus assez de politique, nous tous, on se fait happer par les médias, par les polémiques, sans se soucier de l'intérêt général. Les partis traditionnels, mis en échec avec l'élection de Macron, n'ont pas su sortir par le haut. Ils sont frappés d'amnésie et ne font que s'opposer. Il est temps que nous fassions tous de la politique, surtout nos jeunes. Je voudrais revenir enfin sur l'intercommunalité : on subit certes les métropoles, mais on est dans un monde mondialisé (seules 9 métropoles françaises pèsent au niveau mondial). Les EPCI sont des territoires de solidarité avant tout, ils sont là pour que nous fassions ce que nous ne pourrions pas faire

seuls, sur nos communes. Je suis confiant sur le fait que la ruralité va être entendue. On se bat tous, depuis 30 ans, pour cette ruralité qui n'a pas été assez écoutée. 7 jeunes sur 10 quittent le Gers, c'est une réalité. Mais pour la première fois, un texte de loi va prendre en compte les territoires et mettre de l'horizontalité. C'est la première fois qu'un texte nous est favorable [ANCT], qu'un texte prend en compte la singularité rurale. Je suis confiant, mais nous devons tous faire de la politique, tous nous mobiliser pour avoir des projets pour nos territoires. La ruralité n'est pas un boulet, c'est une chance pour la France. Il y a une démocratie, une fois l'élection passée, il faut se remettre tous ensemble et travailler collectivement.

Thème 3 : la fiscalité et la dépense publique

1. Il ne faut pas s'étonner qu'une bonne partie des mesures prises soient impopulaires. Sur l'ISF, il n'est pas certain que les gens qui vont en faire l'économie réinvestissent en France. Le prélèvement forfaitaire unique bénéficie au plus riches. Tous les avantages qui sont liés aux fonctions gouvernementales et présidentielles amènent un ressenti injuste. Tout cela contribue à créer un climat de défiance vis-à-vis des gouvernants.
2. La fraude fiscale avoisine les 100 milliards €. Les contrôleurs en récupèrent une vingtaine : formons des contrôleurs fiscaux ! On créera de l'emploi et on ramènera de l'argent dans les caisses de l'Etat. On a le sentiment que là-dessus l'Etat ne fait grand-chose
3. Pour la protection sociale, en Norvège, rien n'est remboursé : on va tous les ans chez le dentiste et on fait attention à ses dents, les gens se prennent en charge. En France, sur la santé, les gens sont très assistés et ne se prennent pas en charge. On parle aussi de la police, qui en France maltraite les gens : en Norvège, tous les policiers ont un bac+3. En Norvège, les médecins ont le droit de prescrire du sport aux gens, c'est remboursé. On travaille sur la prévention plus que sur le soin lui-même, et les gens vivent mieux et plus vieux.
4. Le chômage : il y a beaucoup de jeunes au chômage, et pourtant il manque toujours de la main-d'œuvre dans les boulots saisonniers. Cela notamment parce que lorsque l'on fait des travaux temporaires, il est difficile de récupérer ses droits au chômage. De la même manière, certains n'ont simplement pas l'éducation nécessaire, l'envie de travailler. Il manque d'accompagnement pour ces jeunes, et moins jeunes d'ailleurs, au chômage peut-être, peut-être manque-t-il de moyens chez Pôle Emploi.
5. Quelle est la différence entre un chômeur et un fonctionnaire ? Le chômeur a déjà travaillé une fois dans sa vie.
6. Lorsque je regarde le cout de la SECU en France, et que je le compare aux pays voisins, je suis étonné. On a un système qui coute très cher et qui n'a pas un service rendu meilleur qu'ailleurs. En octobre, on chasse les palombes : tous les ans j'ai des collègues qui du 15 au 31 octobre avaient la « palombite », la fièvre de la palombe : nous abusons nous même de notre système, pour lequel nous payons tous. De la même façon, lorsque vous allez à la pharmacie, personne ne regarde le prix de la boite de médicament : c'est tellement naturel que nous ne nous posons pas la question de ce que nous consommons, et donc coutons, dès lors que la SECU prend en charge. Nous pourrions faire des efforts dans le fonctionnement de la SECU et dont diminuer les charges sociales. C'est aussi une question d'éducation à la santé. On a des efforts à faire, il faudrait peut-être diminuer les charges au niveau de la Sécu.
7. On a un des meilleurs systèmes de SECU au monde. Autre chose, le pays est endetté parce que l'on a plus le pouvoir de produire notre monnaie, qu'on emprunte sur les marchés, et que la dette c'est 40 milliards par an. Il faudrait déjà reprendre la souveraineté sur certaines manettes que nous n'avons plus en main. L'évasion fiscale 100 milliards, les intérêts de la dette 40 milliards : si on avait plus de contrôleurs fiscaux que de CRS, on se porterait mieux. Il

faudrait mieux reprendre la main sur ces choses, plutôt que de taper dans nos bas de laine, dans notre SECU, notre carburant

8. Nous avons plein de présidents à la retraite, on pourrait y trouver pas mal d'argent.
9. Ce qu'il faut savoir sur la SECU, c'est que le Gouvernement lui donne des charges qu'elle ne devrait pas avoir. Si elle remboursait seulement ceux qui cotisent, elle serait bénéficiaire. Idem pour les retraites, avec notamment les complémentaires qui ne sont pas transparentes.
10. Sur la protection des plus fragiles : on parle de l'accompagnement à l'emploi. Ici, cela ne se fait qu'à Auch. On ne peut être accompagné qu'à Auch, et pas sur nos territoires. Aujourd'hui, tout fonctionne par appel à projet : demain, une grosse association toulousaine va pouvoir arriver et prendre les missions d'insertion d'association locale. Nous, associations d'insertion, sommes contraints à grossir, à fusionner, pour rester assez fortes vis-à-vis de cette politique de mise en concurrence via les appels à projets : mais cela engendre le risque d'être éloigné des publics que l'on doit accompagner. La protection des plus fragiles ne peut fonctionner que si elle est portée par une volonté politique.
11. La dette : il semblerait que la BCE possède 25% de notre dette. Aujourd'hui, la BCE serait en train de bloquer l'économie de pays du sud de l'Europe (blocage des salaires, des retraites, ...). Il faudrait que la BCE assouplisse sa position, pour eux mais aussi pour la France, car elle contraint nos politiques et empêche les Etats d'améliorer les salaires, les retraites, ...
12. Proposition de réduire la TVA première nécessité à 0%, compensée par une TVA accrue sur les produits de luxe : c'est pertinent, et serait plus juste.
13. Il faut demander l'indexation des retraites sur les salaires. C'est une honte de l'avoir bloqué à 0,3%, qui plus est avec une hausse de la CSG en face.
14. Depuis 1974 notre pays est en déficit public, chose qu'aucun ménage ne pourrait faire. L'endettement continue à progresser, la dette est achetée par des fonds de pensions américains ou asiatiques, pas majoritairement la BCE. Ce qui est terrible c'est qu'on s'endette non pas pour payer de l'investissement, mais du fonctionnement.
15. On oblige les collectivités locales à avoir un budget en équilibre, l'Etat y est très vigilant, sauf pour lui.
16. Sur l'évasion fiscale, le problème n'est pas le nombre de contrôleur mais le fait que les multinationales savent professionnaliser leur comptabilité pour éviter de payer des impôts à forte imposition.
17. Le Président de la Commission Européenne, ancien Ministre luxembourgeois, a négocié des arrangements avec les multinationales pour créer du dumping fiscal. Or c'est aujourd'hui lui qui donne les grandes orientations aux politiques économiques européennes. Il y a en France une obligation de Licence pour les établissements bancaires : ne pourrait-on pas la conditionner à une rupture avec les filiales mères localisées dans les paradis fiscaux. En France, Amazon ne paye que de la TVA et du foncier car elle n'a que des entrepôts logistiques : toutes ses pertes / bénéfices financiers sont taxés dans d'autres pays membres. Cf. également affaire Carlos Ghosn.
18. On ne prend aucun projet structurel. Tant qu'on a du déficit comme cela, sans prendre de mesures structurelles, on va continuer à taper sur la protection sociale et la retraite. Votre projet de réforme des retraites va encore les obliger à bosser plus longtemps pour des retraites basses.
19. Quand on est au chômage, on n'a pas toujours les moyens pour aller à Auch. De plus les conseillers Pôle Emploi ne sont pas toujours formés de manière adéquate aux différents outils. Par exemple, les services civiques sont systématiquement radiés de Pôle Emploi, alors qu'ils pourraient être mis en catégorie 4 (indisponibilité temporaire). Des gens perdent leur droit simplement parce que les conseillers sont mal formés.

Thème 4 : la transition écologique

1. Il faudrait demander aux grandes entreprises de produire obligatoirement des produits recyclables, et avec des procédés écologiques. Il y a des process qu'on sait catastrophiques, mais qu'on continue à employer (cf. recherche d'or, bouteille plastique). Il y a également une hausse constante de la quantité de déchets, car de plus en plus de choses ne sont pas recyclables.
2. Derrière toutes ces matières plastiques, il y a l'industrie pétrolière qui n'est pas prête à lâcher le morceau
3. Dans le programme d'EM, il n'y avait pas d'accent mis sur la transition écologique. Je trouve cela dommage qu'il n'y ait pas eu par exemple davantage d'efforts sur le photovoltaïque. Le nucléaire est très cher, l'effort devrait porter sur le renouvelable, avec des aides plus incitatives qui feraient que beaucoup plus de citoyens se poseraient la question.
4. Je suis frappé qu'on fustige les agriculteurs sur l'utilisation des produits phytosanitaires. Ces derniers les utilisent à minima, et emploient des produits qui bénéficient d'une autorisation de mise sur le marché
5. Des associations agricoles engagent des démarches de qualité. Nous sommes la seule espèce animale à empoisonner notre nourriture. C'est un système mis en place il y a des années, et c'est aujourd'hui toutes nos pratiques qu'il faut réinterroger. On va finir par y arriver, la population le demande. Ici, localement, il y a des mesures de recyclages qui sont mises en place et pas pratiquées par les agriculteurs (cf. ensilage / enrubannage, les agriculteurs continuent de brûler alors qu'il y a des collectes). Des supports pédagogiques existent, la loi existe, et en tant que citoyen je demande à ne plus être confronté à ces pratiques.
6. En ce qui concerne le photovoltaïque on pourrait davantage le développer sur nos territoires ruraux. Nous avons un gros potentiel de toitures car nous vivons essentiellement dans des maisons individuelles. Nous pourrions être sûr de l'autoconsommation sur une importante partie de notre énergie. Le développement de la voiture électrique également devient accessible pour les gens. Si on cumule le potentiel du photovoltaïque et celui de la voiture électrique, nous pouvons améliorer grandement la transition écologique sur nos territoires.
7. J'aurai aimé que les HLM soient les premiers bâtiments à énergie positive. Souvent ces logements sont en précarité énergétique.
8. Sur les phytos : ce n'est pas parce qu'une chose est légale qu'elle n'est pas nocive. Sur le glyphosate, tout le monde sait que c'est nocif. Le parkinson se développe chez les agriculteurs. Le bio peut être rentable même si c'est évidemment surement difficile. La voiture électrique, que je possède, reste cependant pour l'heure un transfert de la pollution à l'étranger.
9. On ne doit pas focaliser le débat de la transition écologique sur l'opposition bio/conventionnel. L'espérance de vie n'a jamais été aussi haute que depuis que nous utilisons des produits. Chaque agriculture a sa place, c'est au consommateur aussi de faire ses gestes, de valoriser nos circuits courts. L'agriculture reste une chance pour notre pays, et il ne faut pas focaliser les problèmes de l'écologie sur nos agriculteurs.
10. Sur le photovoltaïque, on reçoit régulièrement des coups de fil au nom de la Mairie pour installer des panneaux. Il faut aussi penser au patrimoine de nos villages, et les garder magnifiques. Sur les bouteilles en verre, qui à l'époque étaient consignées, on ne les mettait pas à la poubelle.

11. En tant qu'élue départementale, je me remets en question. Car nous avons déjà fait beaucoup de choses, qui existent déjà, mais on les communique mal (cf. MSAP, prévention dans la santé, ...)
12. Si on est là ce soir, c'est parce que les bons gilets jaunes ont porté le dossier du pouvoir d'achat. Lors de la campagne électorale, la majorité nous a dit qu'elle avait fait du porte-à-porte. S'ils l'avaient sérieusement fait, on n'en serait pas là à débattre. Quand on entend M. Legendre vanter l'intelligence et la subtilité de cette majorité, je suis aussi surpris. Si les GJ se sont mobilisés c'est parce que la richesse en France est très mal répartie. Dans notre région, le gros problème c'est les retraites. Il faudrait faire quelque chose pour les agriculteurs, qui ont des retraites catastrophiques. Moi j'ai commencé à travailler à 14 ans, puis j'ai évolué. J'ai cotisé. J'ai fait des efforts. Mais on m'en a mis un petit coup avec la CSG, on m'a dit que c'était pour aider nos enfants qui travaillent. Vous avez maintenu la TH pour certains, je suis content pour les autres mais je croyais qu'en France c'était légalité qui prévalait. Monsieur le député, quand allez-vous supprimer ma TH ? On sait qu'on va nous la pomper ailleurs, car il va manquer 22 milliards. Ce que je n'admets pas du tout, c'est qu'on ait bloqué l'indexation. On va toucher le fond. Il faut qu'on exige que les entreprises, qui font des bénéfices, rendent la richesse. J'ai gagné ma vie correctement, j'ai une retraite correcte mais que vous avez sérieusement ponctionnée. Je plaide pour que ces retraites soient revalorisées. J'ai toujours été trop riche pour bénéficier du moindre avantage, mais pas assez pour bénéficier de la suppression de l'ISF. Comment pourrait-on redresser les finances publiques ? En se donnant les moyens de lutter contre la fraude fiscale, en rétablissant l'ISF, en luttant contre la fraude à la protection sociale (14 milliards), en supprimant le CICE, en taxant les GAFAs, en regardant les 474 niches fiscales (cf. amendement Géraud / Montchalin pour suppression de 90 niches fiscales), en réduisant le train de vie de l'Etat et en réorganisant le millefeuille, en réduisant les avantages des anciens élus, en supprimant les nombreuses agences inutiles, dirigées par des gens à haut salaire. Je dis à notre député qu'avec la fameuse intelligence de cette majorité, il faudrait se mettre au boulot. Sinon cela finira mal.

Conclusion du Maire : ceux qui se taisent auront tort.

Conclusion JRC : je vous remercie infiniment pour la forme, la tenue de ce débat. Beaucoup de solutions ont été proposées, beaucoup de choses ont été dites. C'est une opportunité inédite de faire vivre notre démocratie. Sur la fraude fiscale, sachez qu'on a voté une loi en octobre pour créer une police fiscale et faire sauter le verrou de Bercy. Le nom des fraudeurs sera communiqué. Une taxe va également être créée sur les GAFAs. Cela est mieux quand on arrive à le faire au niveau européen, nous sommes nous très actifs sur ce scandale absolu. Sur la CSG et la TH, Monsieur si vous êtes concernés par les 2 c'est que vous gagnez plus que 2500€ par mois. On l'a fait pour baisser les charges des 20 millions de français qui travaillent, pour faire en sorte que le travail paye mieux, aussi dans le but de financer notre système social. Merci infiniment d'être venu.